Parti communiste français
www.pcf.fr

LETTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES
vouloir un monde nouveau

NOVEMBRE 2012
Pages 2-7
ACTUALITÉS DU MONDE
Afrique
Mali : femmes, disons « NON ! » à la guerre par procuration
Asie
Chine : pour la nouvelle équipe dirigeante de nombreux défis à relever
Amérique latine
Sommet ibéro-américain de Cadix
Monde arabe
Sahara occidental : délégation du Parti de la Gauche européenne
Europe
Géorgie : une cohabitation politique difficile se met en place à Tbilissi
Kurdistan de Turquie
Occalan, le prisonnier devenu interlocuteur incontournable
Le billet de Gérard Streiff
scénario de polar
Page 8
ÉVÉNEMENT
Palestine: le vote à l'Assemblée générale de l'ONU
Pages 8-9
POUR UNE AUTRE EUROPE
Florence + 10
14 novembre en Espagne
Pages 11-12
FOCUS
délégation du PCF à Cuba
Pages 13-14
ACTIVITÉ DES *RELATIONS INTERNATIONALES*
Pages15-17
REGARD sur
États-Unis

RETOUR DE CUBA

Cuba. Certainement le pays le plus diabolisé dans le monde occidental. S'il n'était pas dirigé par le Parti communiste cubain, s'il ne se situait pas dans ce qu'on appelait naguère « *l'arrière cour* » des États-Unis, s'il n'était pas un fait historique de résistance à la politique hégémonique de Washington… il en serait tout autrement. Il était donc utile d'aller voir de plus près.

Les dirigeants du PCC ne cachent ni leur inquiétude, ni leur détermination. Il leur faut changer les règles du développement économique et des modes de gestion pour contrer les inefficacités persistantes du système et la dévitalisation de la base productive, pour retrouver de la croissance tout en préservant les conquêtes sociales. Un des principaux défis cubains est de dépasser la contradiction entre, d'une part, un niveau de développement des pays les moins avancés, et, d'autre part, une structure sociologique, une évolution démographique, un modèle de protection sociale plus proche des pays développés occidentaux que celles de tout autre pays du Sud.

Le regard posé sur les carences de l'économie cubaine est très critique. Il est aussi exigeant : pas question d'abandonner l'esprit et les finalités d'un socialisme qui fixe la mission sociale comme paramètre fondamental de la production, de toute l'activité productive, et dans les institutions.

L'exercice est évidemment complexe. Il faut séparer les fonctions de gestion de l'activité politique du parti. Ce qui se décline en décentralisation, montée du secteur non étatique et coopératif, réduction de la bureaucratie, redistribution du pouvoir en cherchant à installer la force de la loi dans les pratiques politiques et la prise de décisions. C'est un projet politique nouveau à l'élaboration duquel quelque 3 millions de personnes ont participé à l'initiative du parti. Celui-ci, devant l'urgence des réformes et l'obligation de résultats, a choisi de pousser à une expression très libre dans ce débat.

La question de la démocratie est évidemment décisive. Elle n'est d'ailleurs pas posée qu'à Cuba et ne se résume pas aux élections. 90% des électeurs et électrices du pays venaient de participer à l'élection des délégués aux Assemblées municipales le soir de notre arrivée à La Havane.

Cuba est engagé sur un chemin difficile avec une pression permanente contre sa souveraineté. Les transformations, ce qui s'y construit aujourd'hui, tout cela a du sens et de la légitimité dans un sous-continent où Cuba recueille des soutiens convergents, où les intérêts de puissance de Washington ne sont plus si faciles à imposer. La solidarité est plus que jamais nécessaire, contre le blocus, pour la libération des Cinq… Cuba est aux antipodes des caricatures délibérément hostiles devenues une sorte de norme stupide et permanente du commentaire médiatico-politique. Les réalités cubaines imposent une élévation du débat politique.

Jacques Fath
responsable des *Relations internationales*

- **Congrès du Parti communiste du Portugal**, Lisbonne du 29/11 au 2/12
  participation de Jacques Fath pour le PCF
- **Africités 2012**, Dakar, 4-7/12, participation de Sylvie Jan pour le PCF
- **Conférence internationale *Paix, désarmement, alternatives sociales à l'OTAN globale***, Buenos Aires 13-14/12
  organisée notamment par l'ICC Réseau *Non à l'OTAN-Non à la guerre*, participation de Claire Chastain, Obey Ament, Marie-Christine Vergiat
- **Congrès de la Gauche unie d'Espagne**, Madrid du 14 au 16/12, participation du PCF et du PGE

la *LRI* est également diffusée par *Infohebdo* et le Tract de la semaine

pour recevoir cette lettre (format électronique uniquement) **contact : Claire Chastain - cchastain@pcf.fr**

Mali

femmes, disons « NON ! » à la guerre par procuration

Un appel a été lancé à l'initiative de la féministe Aminata Traoré et de nombreuses personnalités maliennes pour s'opposer à l'intervention militaire étrangère au Mali. Elles dénoncent l'instrumentalisation des « violences faites aux femmes pour justifier l'ingérence et les guerres de convoitise des richesses de leurs pays ». Vendre la guerre au nom de cette instrumentalisation est « moralement indéfendable et politiquement intolérable ». Les femmes maliennes ont décidé de le « faire savoir » et de s'opposer à cette guerre par procuration.

Elles appellent « à réagir et à lutter contre les trois formes de fondamentalisme : le religieux à travers l'islam radical ; l'économique à travers le tout marché ; le politique à travers la démocratie formelle, corrompue et corruptrice », qui favorisent toujours un peu plus la négation des droits humains.

Dans un premier temps, cet appel souligne le « déni de démocratie ». La demande « de déploiement de troupes africaines au nord du Mali, transmise par la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine aux Nations unies, repose sur un diagnostique délibérément biaisé et illégitime ». Cette intervention militaire « n'est fondée sur aucune concertation nationale, ni au sommet, ni à la base ». De plus, une offensive armée a toutes les chances d'aggraver la vulnérabilité des femmes et de renforcer l'insécurité. Les femmes maliennes alertent « les cas de viols que nous déplorons dans les zones occupées du Nord de notre pays risquent de se multiplier avec le déploiement de plusieurs milliers de soldats. À ce risque, il faut ajouter celui d'une prostitution plus ou moins déguisée qui se développe généralement dans les zones de grande précarité et par conséquent les risques de propagation du Sida ». Il est nécessaire, pour les signataires, « que soit pris en compte dans le plan d'intervention militaire sur lequel le Conseil de Sécurité va se pencher, de prévoir des moyens de mettre réellement les femmes et les fillettes du Mali à l'abri de ce type de situation désatreuse ». Les femmes subissent déjà « la division sexuelle des tâches », les confrontant « au niveau domestique à l'énorme difficulté d'approvisionnement des familles en eau, nourriture, énergie domestique, médicaments ». L'option militaire est un « remède qui a toutes les chances d'être pire que le mal alors qu'une alternative pacifique, émanant de la société malienne, civile, politique et militaire, sera constructive ».

Ces femmes maliennes rappellent que la communauté internationale est déjà très divisée sur toute intervention militaire. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, exprime sa réserve à tout déploiement militaire en rappelant que la guerre « est une violence extrême contre les populations civiles, dont les femmes ». Pris en otage par des acteurs politiques et institutionnels extérieurs, les Maliennes et Maliens subissent de plein fouet un « système économique et politique inégalitaire et injuste qui excelle dans l'art de briser les résistances à coup de chantage au financement ».

Non ! à la guerre par procuration, car « celle-ci s'inscrit dans le prolongement de celle d'Afghanistan ». Les signataires dénoncent « la destitution de leurs droits au nom de la distribution des rôles entre la France, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Europe et l'ONU ». Le Sahel, zone d'influence de la France, est mis sous tutelle par celle-ci et « sous-traite la violence militaire à la CEDEAO ». Pourquoi les « puissants de ce monde qui se préoccupent tant du sort des femmes africaines ne nous disent pas la vérité sur les enjeux miniers, pétroliers et géostratégiques des guerres ? ».

Les signataires « opposent l'économie de la guerre à l'économie de la vie, en faisant de la transition en cours une occasion historique de relever le triple défi du savoir, de la citoyenneté et du dialogue ». Elles appellent à « la concertation nationale pour permettre à la société malienne dans son ensemble de se retrouver et de définir elle-même les bases et les conditions d'une solution concertée au conflit présent ».

Un appel international est lancé « à toutes celles et à tous ceux qui partagent notre approche d'interpeller immédiatement les principaux acteurs de la communauté internationale, par écrit ou sous toutes autres formes d'expression, en plaidant pour que le Conseil de Sécurité n'adopte pas une résolution autorisant le déploiement de milliers de soldats au Mali ».

Signataires :

Aminata D. TRAORE ; SISSOKO Safi SY ; SANOGO Sylvie KONE ; IMBO Mama SY ; Kadiatou TOURE ; TRAORE Sélikéné SIDIBE(Vieux) ; DICKO Rokia SACKO ; Ténin DIAKITE ; DOUMBIA Fanta DIALLO ; KONE Mamou TOURE ; TRAORE Sarata SANOGO ; TRAORE Penda DIALLO ; DIABATE Kadiatou KOUYATE ; Aminata BOCOUM ; Oumou KODIO ; Assatou KAREMBE ; Awa KOÏTA ; Aminata DOUMBIA ; Fatoumata COULIBALY ; Badji BOIRE ; Awa TOURE ; Bintou KONE ; Fatoumata MARIKO ; Mariam KONE ; Minata DIARRA ; Oumou KEITA ; Kadiatou DIALLO ; Kankou KONE ; Rokia NIARE ; Kadia DJIRE ; Ada NANTOUMA ; Awa COULIBALY ; Soungoura DOUMBIA ; Fanta KANTE; Safiatou COULIBALY ; Djaba TANGARA ; KONE Mama DIARRA ; Ismael DIABATE ; Karamoko BAMBA; Doumbi FAKOLY; Coumba SOUKO ; Clariste SOH-MOUBE ; Nathalie M'DELA-MOUNIER

Marine Malberg
collectif *Afrique*

Chine

pour la nouvelle équipe dirigeante de nombreux défis à relever

Le 18ème congrès du Parti communiste chinois qui s'est tenu à Pékin du 8 au 15 novembre a consacré l'arrivée d'une cinquième génération de dirigeants depuis la fondation de la République populaire en 1949. Ce nouvel exécutif est chargé de négocier un virage social et économique fondamental. Au moment où la crise financière mondiale provoque des ravages considérables, Pékin a décidé de changer de cap de croissance, tablant sur le qualitatif et non plus le quantitatif et de cerner les nouvelles priorités économiques en réponse aux aspirations des Chinois à une meilleure répartition de la richesse nationale. Peu avant l'ouverture du congrès, le *China Daily* faisait un constat sans appel sur la question des inégalités dont la montée est la préoccupation majeure au sein de la société chinoise. Selon une enquête publiée le 6 novembre par le *Quotidien de la Jeunesse*, elles sont considérées comme une menace pour l'avenir du pays par 75,4 % des plus de 11 400 internautes interrogés.

Rééquilibrer la croissance économique – encore trop tirée par les exportations et l'investissement, au profit de la consommation intérieure – visant une plus grande justice sociale, est l'axe principal de cette mutation. L'ambition du PCC est de faire de la Chine une société de « moyenne aisance » d'ici à 2020 en doublant le PIB et le revenu moyen par habitant dans les villes et les campagnes par rapport à ceux de 2010. L'« harmonie sociale » avancée par les dirigeants chinois ne pourra être garantie que grâce à cette hausse générale du niveau de vie. Hu Jintao a souligné dans son rapport d'ouverture au Congrès, et adopté à l'unanimité, que « toute la population sera couverte par la protection sociale et bénéficiera des services médicaux et sanitaires fondamentaux » avant la fin de la décennie. De nouveaux investissements dans les campagnes, l'abolition de taxes agricoles, une relance de l'éducation et de l'assistance médicale en milieu rural sont mis en chantier. Un objectif ambitieux, reconnaît la direction chinoise dans le contexte incertain de la crise et de ses effets dans tous les domaines à l'échelle internationale, et même des obstacles qui peuvent survenir en Chine même. Avec lucidité et pragmatisme, le congrès a souligné la « phase critique » dans laquelle le pays poursuit sa quête de modernisation et recherche une voie originale répondant à ses spécificités nationales et à son étape de développement. Le congrès a ainsi révisé les statuts du Parti pour y intégrer le «concept de développement scientifique », qui accorde à la recherche et l'innovation une place prioritaire. Le « progrès écologique » a été également inscrit.

C'est le sens du 12e plan quinquennal (2011-2015) adopté par l'Assemblée nationale en 2011 et dont la nouvelle équipe va devoir dans un premier temps poursuivre la mise en œuvre. Mais la reconfiguration du modèle de développement implique une « amélioration de l'efficacité économique » relèvent les dirigeants chinois. Quelle en sera la réalité ? On sait qu'un fort courant est favorable aux changements dans l'esprit du rapport Banque mondiale – Chine 2030 – élaboré conjointement avec le Centre de recherche pour le Développement, un think-tank gouvernemental. Il préconise une réduction du secteur d'État et une aide accrue au secteur privé qui emploie 80% des actifs.

Alors que les tensions sociales se multiplient depuis plusieurs années, lors du Congrès, il a surtout été reconnu qu'il fallait agir vite pour éviter un divorce entre le parti et le peuple. À l'instar de son prédécesseur, le nouveau secrétaire général Xi Jinping a lancé a lancé plusieurs avertissements contre la corruption et la bureaucratie : « Notre parti fait face à de graves défis parmi ses membres, il existe des problèmes de corruption, de perte de contact avec le peuple, de bureaucratie, nous devons y répondre ».

Sur le plan international, Pékin a exprimé ses inquiétudes quant aux dangers que font courir les répercussions prolongées de la crise accentuant les déséquilibres mondiaux. La diplomatie chinoise devra déployer tout son talent pour faire pièce à la nouvelle stratégie américaine en Asie et désamorcer les tensions avec Washington.

Dominique Bari
collaboratrice des *Relations internationales*

SUGGESTIONS DE LECTURE

Dans les coulisses du Proche-Orient (1952-2012)
Éric Rouleau, Éditions Fayard, 2012

Vietnam, 1968-1976 La sortie de guerre
Pierre Journoud et Cécile Menétrey-Monchau (dir./eds.)
Collection Enjeux internationaux, Editions Peter Lang, 2011

XXIIe Sommet ibéro-américain de Cadix

la sortie de crise dépend de la mobilisation des peuples

Les pays présents au XXIIe sommet ibéro-americain se sont réunis cette année dans la ville de Cadix, qui a longtemps été une porte pour les échanges entre la péninsule et ses « colonies aux Amériques », et le siège des débats qui, il y a deux cents ans, ont donné naissance à la Constitution progressiste d'Espagne à laquelle ont beaucoup contribué les délégués envoyés par l'Amérique hispanique. Le symbole se voulait fort après le fiasco du sommet d'Asunción en 2010 déserté par les gouvernements progressistes latino-américains. Cette fois-ci, l'Espagne a voulu se repositionner en tant que pivot entre les deux continents tout en faisant appel à ses invités pour qu'ils apportent une bouée de sauvetage aux économies espagnole et portugaise en crise profonde.

La vague de la grève générale du 14 novembre dernier n'avait pas fini de se retirer et on voyait encore dans Cadix et ses alentours les traces des manifestations des salariés et des victimes des expulsions en colère contre les politiques de la droite espagnole.

Encore une fois on a vu les gouvernements de la droite latino-américaine partager les mêmes opinions que leurs amis européens et on a même entendu le président colombien José Manuel Santos proposer des investissements des fonds de pensions de son pays dans l'économie ibérique. Le président mexicain avait déjà offert l'ouverture de la compagnie pétrolière publique aux capitaux espagnols. Comme lors d'autres sommets, on a pu encore constater les deux stratégies en œuvre sur le continent américain : celle de l'alliance du Pacifique à laquelle participent les gouvernements libéraux du Mexique, de Colombie, du Pérou et du Chili, qui viennent de signer un traité de libre échange et qui se proposent d'être des ponts entre l'Europe et l'Asie ; et celle des gouvernements progressistes qui on encore une fois lancé des mises en garde contre les effets des politiques mises en œuvre par l'UE qui pourraient amener une récession brutale au niveau mondial. Ils ont rappelé que l'Amérique latine a déjà connu plusieurs crises de la dette et a déjà fait l'expérience des politiques d'ajustement imposées par le FMI, les mêmes que les gouvernements des pays de l'UE s'entêtent à imposer à leurs peuples.

Rafael Correa s'est opposé dans son discours aux propos tenus par Enrique Iglesias qui est chargé du Secrétariat exécutif des sommets ibéro-américains. Il lui a rappelé que les politiques du FMI n'ont pas fait partie des solutions mais du problème qui a miné la démocratie. L'histoire se répète en Europe, a dit le président équatorien, les services publics disparaissent, la pauvreté augmente. « Qui doit être la priorité ? Le capital ou les êtres humains ? », a-t-il demandé. « Le marché est un grand serviteur et le pire des maîtres » a-t-il lancé à ses interlocuteurs.

Le gouvernement de Mariano Rajoy a voulu faire comprendre aux Latino-américains que c'est leur tour de venir « aider » le pays qui leur a apporté 115 milliards en investissements et a assuré leurs partenaires de l'existence en Espagne des « sécurités juridiques » nécessaires. C'est de cette manière qu'il conçoit la refondation et la revitalisation des relations ibéro-américaines. Mais cette relation ne peut pas être un « donnant donnant » de cette espèce. L'arrivée des capitaux européens en Amérique latine dans les années 90 a surtout profité aux privatisations imposées par le FMI et participé au pillage des ressources naturelles, ainsi qu'à la mise en œuvre de politiques qui ont marginalisé des millions de personnes. Celle-ci a été la véritable « reconquête » que l'Espagne voudrait continuer aujourd'hui. L'Amérique latine a les capacités pour investir aujourd'hui mais elle est aussi très loin des logiques qui guident l'Union européenne !

Les gouvernements de la gauche latinoaméricaine considèrent qu'on ne sort pas d'une crise comme celle-ci par l'austerité, par des coupes budgétaires radicales et par le démantèlement des droits sociaux, mais par l'investissement en faveur de l'emploi et des salaires, et des programmes et des politiques sociales. Le document final du sommet reprend certains de ces idées et oublie de parler d'austérité… Mais la réalité est têtue : le même jour le Conseil européen annoncé une coupe de 80 milliards dans le budget de l'UE, dont 20 milliards de moins pour l'Espagne. Définitivement, la sortie de la crise ne dépend que de la mobilisation des peuples d'Europe.

Obey Ament
responsable *Amérique latine* des *Relations internationales*

Sahara occidental

délégation du Parti de la Gauche européenne à Tindouf

Une délégation du Parti de la Gauche européenne (PGE), conduite par Maite Mola, vice-présidente du PGE et responsable des relations internationales d'*Izquierda Unida* (Espagne), avec Meriem Derkaoui pour représenter le PCF *, s'est rendue du 27 au 31 octobre 2012 dans les campements sahraouis à Tindouf (Algérie), précisément auprès des institutions en exil. Elle répondait ainsi à une orientation politique adoptée par le PGE, qui affirme la volonté de ce parti européen de porter la revendication de l'autodétermination du peuple sahraoui et l'application du droit international, notamment les résolutions des Nations unies condamnant l'occupation, par le Maroc depuis 1975, succédant à la colonisation espagnole.

Les rencontres avec les représentants des travailleurs, des jeunes, des étudiants et des femmes ont permis d'évaluer les conditions difficiles que vivent les populations sahraouies déchirées entre les territoires occupés et les campements de Tindouf.

Les témoignages bouleversants d'une fille de disparus, au Centre d'information des disparus et des prisonniers sahraouis, ainsi que des militants des droits de l'Homme, posent la question de l'exigence du respect du droit international, relatif à la protection des populations civiles en période de conflits et de la condamnation des pratiques inhumaines de la torture.

Cette délégation s'est déplacée, dans un contexte où l'émissaire des Nations unies pour le Sahara occidental, M. Christopher Ross, se rendait pour la première fois dans les territoires occupés et des conditions géopolitiques liées à la partition du Mali avec un risque d'embrasement dans la région.

L'indifférence, voire la complaisance de la communauté internationale qu'on ne peut que suspecter de complicité à l'égard de la politique coloniale du Royaume du Maroc, a été dénoncée à maintes reprises.

Le président de la RASD, M. Mohamed Abdelazziz, nous a fait part de son indignation quant à la durée du conflit (près de 38 ans), soulignant que le seul pays d'Afrique colonisé à ce jour demeure le Sahara occidental. Il s'étonne du silence de l'Europe et de la communauté internationale et ce malgré la violation répétée et assumée du droit international, malgré les manifestations pacifiques, les témoignages des observateurs internationaux et tous les relais d'opinions pour cette cause qui reste, hélas, méconnue de l'opinion publique.

Les responsables qui nous ont reçus ont également mis l'accent sur la situation sociale des Sahraouis, dont plus de la moitié est au chômage, et sur le pillage de leurs ressources naturelles. Ils n'ont cessé de rappeler qu'ils ne plieront pas face aux intimidations, emprisonnements et tortures. Tous ont insisté pour appuyer l'idée d'une prochaine visite d'une délégation politique européenne de femmes dans les territoires occupés.

Le président de la RASD, ainsi que les parlementaires sahraouis, ont réaffirmé qu'ils ne renonceront pas à leur droit fondamental de libérer leur territoire et de conduire leur propre destin.

La délégation, après échanges avec les parlementaires et les organisations sahraouies, a réaffirmé au président de la RASD son soutien et sa solidarité, son engagement à suivre avec la plus grande attention les évolutions politiques et stratégiques dans la région et à agir par le biais de son groupe parlementaire auprès de l'Union européenne pour que les droits du peuple sahraoui soient reconnus et pour contribuer à briser le silence autour de la question sahraouie.

Elle s'est engagée à inscrire dans les débats politiques du PGE, et les initiatives des parlementaires européens, l'exigence de solidarité et de soutien politique.

Meriem Derkaoui
collaboratrice des *Relations internationales*

* La délégation était en outre composée de : **Natassa Theodorakopoulou** (Grèce), membre du Comité central de Synaspismos, membre du Bureau exécutif du PGE ; **Florian Wilde** (Allemagne), membre de la direction de Die Linke, historien de la Fondation Rosa Luxembourg ; **Dennis O'Brien** (Danemark), chargé des relations avec l'Afrique pour l'Alliance Rouge-verte ; **Elvira Hernández** (Espagne): membre de la Gauche unie, conseillère du député européen Willy Meyer.

le billet de Gérard Streiff

scénario de polar

La Bourse du diamant, ce sont quatre tours reliées par des passerelles, fréquentée surtout par des négociants ultra-orthodoxes, protégées du monde par des armées de caméras, une foultitude de cerbères, des badges en veux-tu en voilà. 15 000 employés gravitent sur cette planète qui aime par dessus tout le secret.

L'autre jour, une descente de police a troublé le milieu. Scandale chez les diamantaires dont on dit qu'« ils ont peur de leur propre bouche ». Les pandores ont fait fermer une banque illégale, pour marché noir et blanchiment de capitaux.

Un scénario de polar ? Non, un fait divers, au Diamond Exchange de Ramat Gan, près de Tel Aviv. Le commerce du diamant est la troisième recette d'exportation d'Israël.

Géorgie

une cohabitation politique difficile se met en place à Tbilissi

À la surprise générale, le milliardaire géorgien Bidzina Ivanichvili a remporté les élections législatives du 1er octobre a la tête de la coalition *Rêve géorgien* et a été intronisé, le 25 octobre, Premier ministre dans un gouvernement de cohabitation face au président Mikhail Saakachvili, qui apparaît désormais fragilisé, dans ce petit État du Caucase situé aux confins de la Russie et aux portes du Proche-Orient.

Rêve géorgien, la coalition hétéroclite d'une dizaine de partis allant de la gauche à l'extrême droite, a obtenu 85 des 150 sièges au Parlement devançant le *Mouvement national unifié* (MNU) du président Saakacvhili qui totalise 65 députés. Globalement la coalition de Bidzina Ivanichvili recueille 54,85 % des voix contre 40,43 % pour le MNU, parti au pouvoir qui détenait 119 sièges. Selon l'OSCE, le scrutin s'est déroulé de façon satisfaisante avec une participation de 61 %, offrant une alternance politique par la voie des urnes, situation nouvelle en Géorgie et rare dans un État de l'ex-URSS.

Mais sur le fond, cette défaite du parti de M. Saakachvili résulte d'une usure du pouvoir et d'une campagne virulente de l'opposition marquée par la révélation le 18 septembre d'un document diffusé sur les chaînes de télévision (celles détenues par Ivanichvili) montrant les violences exercées par les gardiens de prison sur le détenus dans la centrale de Gldani (près de Tbilissi). Le chef de l'État géorgien, qui faisait des élections législatives un test grandeur nature de sa popularité, a réagi aussitôt après ces révélations en destituant les ministres de l'Intérieur et celui des prisons, remplacés par le défenseur des droits de l'Homme Guiorgui Tougouchi. Visiblement trop tard pour redresser l'image du pouvoir en place.

Cette victoire de l'opposition intervient alors que le mandat de Mikhail Saakachvili arrivera à terme en 2013 après deux mandatures – non renouvelables – et neuf ans de pouvoir sans partage. Une période de cohabitation va donc s'ouvrir où le premier ministre verra son influence nettement accrue l'an prochain avec l'entrée en vigueur de changements constitutionnels qui réduiront les pouvoirs du président au profit du chef du gouvernement et du Parlement.

Au-delà des jeux de pouvoir, le débat en Géorgie va être centré au cours des prochains mois sur la politique étrangère du nouvel homme fort, à savoir : un rapprochement avec Moscou ou une ouverture vers l'Occident, comme le prônait Mikhail Saakachvili. Les premières déclarations de Ivanichvili indiquent sa volonté de poursuivre de la ligne pro-occidentale de la Géorgie. En même temps, il s'est engagé à normaliser les relations avec la Russie. Aussitôt, le chef de l'État a accusé son rival, qui a fait fortune en Russie (à hauteur de 6,4 milliards de dollars, soit la 153eme fortune mondiale, selon le magazine américain *Forbes*), de vouloir se rapprocher de la Russie en se détachant de l'Occident.

Moscou n'a pas caché sa préférence après la victoire du milliardaire géorgien. Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, s'est félicité de la victoire de l'opposition et a formulé le souhait que « des forces plus responsables et plus constructives apparaîssent » en Géorgie dans une attaque implicite contre la bête noire de Moscou, Mikhail Saakachvili.

Néophyte en politique, Bidzina Ivanichvili a indiqué d'entrée de jeu qu'il avait l'intention de se retirer de la politique dans un an et demi : « Je vais probablement quitter la politique dans un an et demi », a-t-il déclaré au Parlement qui siège désormais à Koutaissi, la deuxième ville du pays, dans un immeuble en verre ultra moderne, selon les vœux du chef de l'État…

La cohabitation qui s'installe en Géorgie jusqu'en octobre 2013, date des prochaines présidentielles, va permettre d'analyser les lignes de force entre les divers partis pour déterminer l'avenir de ce pays qui soit rentrera dans l'orbite russe ce qui lui permettra de reprendre des relations commerciales nécessaires à l'économie de ce petit pays de 5 millions d'habitants.

Un tel rapprochement diplomatique avec Moscou permettra-t-il de résoudre la question gelée depuis 2008 de l'Ossétie du sud et l' Abkhazie, reconnues par le Kremlin ? Pour débloquer la situation, Tbilissi pourrait tisser des liens avec l'UE et tenter ainsi de faire pression sur son voisin du nord.

La question d'un rapprochement avec l'OTAN risque en revanche de mettre le feu aux poudres, tant la Russie est réticente à l'avancée de l'Alliance atlantique dans l'espace ex-soviétique. D'autant que la Russie, avec Vladimir Poutine de nouveau aux commandes, tente de reprendre la main dans toute cette zone en prônant la stratégie de l'Union euroasiatique mettant en avant sa pièce maîtresse – une sorte de réplique à l'OTAN – avec l'OTSC, organisation du traité de sécurité collective, qui a pour mission d'assurer la sécurité dans la région et dont sont membres les pays de l'Asie centrale, la Russie et l'Arménie. Ce d'autant que la Géorgie est voisine du Caucase du nord (russe) où la situation reste instable avec une montée de l'islamisme radical qui inquiète Moscou (Tchétchénie, Daghestan, Ingouchie, etc.).

Politiquement, la défaite de Mikhail Saakachvili montre le rejet de la population d'un pouvoir autoritaire et fantasque. Bon nombre de Géorgiens veulent aussi le retour à des relations apaisées avec la Russie en raison des liens historiques, culturels et économiques traditionnels avec leur puissant voisin. Sans toutefois de main mise russe sur le pays.

Reste à percer l'énigme Ivanichvili, qui a fait fortune lors des privatisations des années 90 pendant la période Eltisne et a créé une banque (Rossyiiskii Kredit) avant de prendre des actions au sein de Gazprom. Il a revendu ses actifs (certainement avec l'aval des cercles dirigeants russes) pour obtenir des liquidités lui permettant de se lancer en politique dans son pays et remporter les élections en utilisant son potentiel financier.

Patrick Kamenka
collaborateur *Europe* des *Relations internationales*

Öccalan

le prisonnier devenu interlocuteur incontournable

La grève de la faim illimitée entreprise depuis le 12 septembre dernier par les Kurdes dans les prisons turques s'est arrêtée le 18 novembre à l'appel d'Abdullah Öcalan, chef historique du PKK. Celui-ci, en isolement depuis 1999, dont on était sans nouvelle depuis plus d'un an, a lancé un appel aux grévistes depuis sa prison, par l'intermédiaire de son frère, dont la visite avait été organisée par le gouvernement turc pour l'occasion : « Cette action a atteint son objectif ». Son appel a été entendu, la grève des prisonniers politiques s'est arrêtée immédiatement, comme celle des centaines d'élus et de députés, dont Leyla Zana et des Kurdes aux quatre coins du monde.

Au départ, ces prisonniers grévistes exigeaient d'obtenir le droit de se défendre en langue kurde devant les tribunaux, le droit à l'éducation dans leur langue maternelle, la libération d'Öcalan, au moins la rupture de son total isolement. Cette action très difficile et courageuse a atteint en partie son objectif.

Le parti au pouvoir en Turquie (AKP) a déposé au Parlement, dans la nuit du 13 octobre, un projet de loi autorisant les détenus kurdes à utiliser leur langue maternelle devant un tribunal. C'est un pas supplémentaire pour la reconnaissance de la place du peuple kurde en Turquie. Cette décision ouvre une brèche dans la voie de la négociation et pour la première fois depuis longtemps, se traduit par un recul d'Erdogan.

Les Kurdes ont eu des nouvelle de A. Öcalan et celui-ci est apparu comme étant le seul capable de dénouer la situation. C'est une reconnaissance de fait par le gouvernement turc, du caractère indispensable de sa participation à la résolution du « problème kurde ».

photo : Nicolas Bertrand

Ce mouvement a fait aussi la démonstration de la cohésion du peuple kurde – peuple déchiré entre 4 pays – peuple qui a été souvent divisé au gré des alliances des clans qui le constituent ; les turcs ont longtemps réussi à en tirer parti. Ce qui est apparu dans ce mouvement, c'est un soutien massif des Kurdes de Turquie et de la diaspora, de la lutte des prisonniers et de leurs revendications.

Dans le cadre de sa solidarité avec les Kurdes, le réseau PCF/Kurdistan et les élus de l'ANECR ont favorisé le développement de nombreuses initiatives : prises de parole dans les rassemblements de soutien aux grévistes de la faim à Paris et dans plusieurs régions de France et sur place en Turquie, délégation en Turquie, démarches au plus haut niveau, comme celle de Dominique Adenot à l'adresse de François Hollande, conférence de presse au parlement européen avec Marie-Christine Vergiat, intervention du sénateur Michel Billout… L'Assemblée régionale de Corse a voté le 9 novembre une motion de solidarité avec le peuple kurde, déposée notamment par le groupe « Élu-e-s communistes et citoyens du Front de gauche ». Cette motion fait suite à une visite en Corse d'une délégation kurde du principal parti kurde, le BDP, reçue notamment par le président de l'Assemblée de Corse Dominique Bucchini. Cette démarche solidaire pourrait être relayée dans d'autres régions de France.

Le film *EZ-Kurdim*, que l'on peut se procurer auprès du réseau PCF/Kurdistan et des Nouveaux Messagers, parrainé par *l'Humanité*, circule en France. Son message universel soulève la question de la reconnaissance des peuples à leur identité culturelle, donne à voir la résistance quotidienne, notamment celle des femmes. C'est un film sensible, esthétique, politiquement intelligent qui s'adresse à celles et ceux qui découvrent ce conflit ou n'en connaissent que certains aspects. Notre réseau cherche à le faire circuler dans de nombreuses salles de cinéma et aide, à chaque fois, à l'organisation des débats, toujours intéressants.

Le dénouement de cette grève de la faim fait se lever l'espoir d'avancées significatives dans le sens d'un règlement négocié. Des rencontres entre services du gouvernement et dirigeants du PKK s'étaient tenues, entre 2005 et 2011, pour discuter d'une paix négociée, mais le dialogue avait été rompu. Plusieurs personnalités du gouvernement turc (dont le premier ministre) ont annoncé depuis le 18 novembre que ces discussions allaient reprendre.

Pascal Compagnon-Ravet
membre du réseau PCF/Kurdistan

Palestine à l'ONU !

COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU PCF

Palestine/ONU : le PCF exprime sa très grande joie

Le PCF exprime sa très grande joie devant le vote remarquablement positif de l'Assemblée générale de l'ONU. Il partage l'émotion des Palestiniens qui manifestent a Ramallah, et ceux de toute la Palestine.

Les 139 voix obtenues par la résolution palestinienne sont une victoire pour le peuple palestinien. La Palestine vient d'obtenir le statut d'État observateur aux Nations unies, c'est une avancée réelle qui change la donne juridique et politique internationale sur la question de Palestine. La colonisation et l'occupation militaire seront désormais encore plus intolérables et injustifiables qu'elles ne l'étaient puisqu'elles bafouent maintenant les droits d'un État reconnu comme observateur par l'ONU.

La France – qui a voté pour – et ses partenaires européens devront tenir compte de cette nouvelle situation et s'engager dans une politique de la contrainte vis-à-vis de l'État d'Israël qui doit faire l'objet de sanctions tant qu'il persistera à se moquer du droit international et des résolutions de l'ONU en continuant la colonisation et la dépossession du peuple palestinien. Les 9 voix négatives recueillies contre la résolution palestinienne sont un camouflet pour Israël et pour les États-Unis qui se sont fait isoler par une très large majorité d'états membres des Nations unies.

Le PCF et le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (MJCF) vont engager une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien et avec toutes les forces progressistes et anti-colonialistes au Proche Orient et en Israël afin que ce combat pour la justice et pour la paix prenne une nouvelle dynamique.

Le PCF se félicite du vote positif de la France pour l'admission de la Palestine comme État observateur à l'ONU

L'admission de la Palestine comme État observateur au sein des Nations unies sera votée demain par l'Assemblée générale de l'ONU. Tout indique un résultat positif. Le Parti communiste français s'en réjouit.

Le PCF se félicite que la France ait décidé de voter en faveur de la résolution palestinienne. Les mobilisations et les initiatives engagées depuis des mois par le mouvement de solidarité en France et en Europe notamment ont contribué à cette avancée.

L'exigence palestinienne de l'édification d'un État indépendant, à côté de l'État d'Israël, voit sa légitimité confirmée malgré un contexte régional et international qui reste difficile. Il faudra maintenant que d'autres pas en avant soient effectués pour que l'ensemble des droits nationaux du peuple palestinien soient enfin réalisés et pour que le droit international soit enfin respecté. C'est une bataille pour la justice, pour le droit et pour la paix qui doit continuer.

Face aux inacceptables menaces de rétorsion israéliennes, la plus grande vigilance s'impose. Les autorités françaises et européennes ne doivent plus ni accepter, ni encourager, comme c'est trop souvent le cas, le mépris du droit et l'impunité du régime de Tel Aviv. Des sanctions doivent être décidées contre Israël tant que ce pays s'opposera à l'application des résolutions de l'ONU. Comment pourrait-t-on désormais tolérer la poursuite de la colonisation et de l'occupation d'un État reconnu officiellement comme observateur au sein de l'ONU?

Le vote de l'Assemblée générale des Nations unies va changer la donne politique et juridique en renforçant pour tout le monde la contrainte du respect et de l'application du droit international concernant la question de Palestine.

soirée de solidarité avec la Palestine
mercredi 28 novembre
à la Bourse du travail de Saint-Denis
de nombreuses forces politiques, associatives, syndicales, ont participé à cet événement
à l'initiative du Parti communiste français
Emmanuelle Becker, de retour d'une délégation en Palestine, s'est exprimée pour le PCF

retour sur *Florence 10+10*

Dix ans après le premier Forum social européen (FSE) à Florence, c'est dans cette même ville qu'a eu lieu du 8 au 11 novembre, une rencontre de mouvements sociaux européens, *Firenze 10+10*. Plusieurs centaines d'organisations, d'ONG, de syndicats, de mouvements de 28 pays européens se sont donc réunis à l'occasion de ce forum dans la Fortezza da Basso. Des délégations du PCF et du PGE étaient présentes.

Objectifs

Les participants étaient invités à « converger » autour de 5 piliers : démocratie en Europe, dette, austérité, finance et gouvernement de l'économie, droits sociaux et du travail, biens communs naturels et sociaux et services publics, l'Europe dans la Méditerranée et dans le monde. Au cœur des débats, on a perçu 4 préoccupations récurrentes : les politiques d'austérité, les reculs de démocratie, la montée des droites extrêmes, et la recherche d'une feuille de route et d'actions communes.

Débouchés

Les militants réunis à Florence ont confirmé leur soutien et leur participation à la mobilisation du 14 novembre, qualifiée dans la déclaration finale de « *première initiative d'unification vers une ample convergence européenne* » et se sont donnés rendez-vous pour une action commune le 23 mars prochain, en même temps que le sommet européen « officiel ».

Le temps fort du week-end a été le lancement de l'Altersummit, cet événement qui devrait réunir début juin forces sociales, syndicales et politiques à Athènes.

Un message de Pierre Laurent, qui était, en tant que président du PGE, parmi les premiers signataires de « l'appel pour un Altersummit » (voir l'article d'Elisabeth Gauthier dans la dernière *LRI*), a été lu à cette occasion. Il y appelait, face au « *coup d'État silencieux, des forces du capital contre les peuples et la démocratie* […] *soutenu par un large consensus libéral dans l'UE* » et dans un contexte où « *le potentiel de luttes est décuplé* », à l'union des « *forces critiques, dans le respect de leur diversité de trajectoires et de pratiques* […] *autour d'actions et de projets communs* » afin de « *poser les bases d'une refondation de l'UE au service des peuples* ».

Deux réseaux européens ont étés créés : E-PEN (European Progressists Economists Network), dans lequel on retrouve le réseau des Economistes atterrés, représenté à Florence notamment par Frédéric Boccara, qui se fixe pour ambition la définition d'une politique économique européenne alternative et se tient « *à la disposition des mouvements* ».

Un réseau de solidarités a également vu le jour. Ses contours restent encore à définir précisément, mais il devrait organiser des actions de récoltes de nourriture, de médicaments… en direction des peuples les plus frappés par la crise et les mesures d'austérité.

LE PCF DANS LES ATELIERS

Pierre Laurent

secrétaire national du PCF, président du PGE

Comment refonder l'Europe ?

organisé par Transform !

Pierre Laurent est intervenu dans le débat en 3 points. Faisant le constat d'une montée des mobilisations nationales, il a plaidé pour une valorisation permanente de la dimension européenne dans les luttes afin de « *donner à voir la similitude des attaques et la solidarité* ». Il a avancé 4 axes sur lesquels des convergences sont possibles pour « *occuper ensemble avec beaucoup d'ambition le terrain des alternatives* » et « *porter des exigences de refondation de l'UE* » : la priorité au développement social et à la transition écologique, l'émancipation de la tutelle des marchés financiers, la démocratie et la paix. Ces axes « marques de fabrique » de la gauche en Europe, feront l'objet d'une campagne du PGE tout au long de l'année 2013. Enfin, Pierre Laurent est revenu sur le caractère concentré et coordonné de l'offensive du capital contre les peuples, qui impose selon lui, une riposte commune, des espaces de travail et de mobilisation communs, dans le camp des forces vives.

Gilles Garnier

conseiller général de Seine-Saint-Denis

Extrême droite : comment combattre démocratiquement les ennemis de la démocratie?

Lors de l'atelier sur l'extrême droite et l'émergence de mouvements néo nazis en Europe la situation de la Grèce était au cœur des préoccupations. La violence est désormais la règle. Coups et intimidations sont quotidiens. À l'aide matérielle « pour les seuls nationaux » portée par Aube dorée s'oppose la solidarité associative et des amis et élus de Syriza. Sans attendre une éventuelle autre politique portée par un gouvernement progressiste, la solidarité doit s'organiser tant au plan national qu'européen. Un réseau de solidarité et d'alerte européen a été évoqué, c'est bien mais pas suffisant. Il faut des réponses politiques concrètes. En Russie et en Hongrie, la complicité évidente entre les partis extrémistes et le pouvoir en place ne facilite pas l'action des mouvements sociaux et les forces politiques antifascistes. Les pressions policières et judiciaires vont de pair avec les coups de main et les violences des extrémistes. C'est le revers de la même médaille. La condamnation morale de l'extrême droite et des néo-fascistes ne suffit pas. Il faut des politiques et des actions solidaires de toutes les forces progressistes européennes.

Florence 10+10 : le PCF dans les ateliers

François Auguste
président du Conseil national du PCF

Refonder l'Europe : une assemblée démocratique vers un pacte citoyen

L'atelier sur la démocratie avait pour objectif d'analyser les causes des problèmes, mieux comprendre pour mieux agir, de rechercher des convergences entre des situations nationales très différentes, une Europe divisée et fragmentée, pour favoriser l'unité, la solidarité, l'efficacité, en liant local et Europe. Je suis intervenu pour développer 4 idées. Le combat contre l'austérité et celui pour la démocratie sont indissociables. La démocratie, c'est trois piliers : la démocratie politique, sociale et citoyenne. Il faut reconstruire ces trois piliers sans en écarter ni en privilégier un. Troisièmement, il faut soutenir l'action associative et syndicale. Enfin, il y a urgence à dépasser la défiance envers les partis politiques car elle fait le jeu des puissants. Des partis fondent leur projet, leur stratégie sur l'intervention citoyenne et populaire. De ce point de vue, nous sommes au milieu du gué. Le texte distribué avant les conclusions dit que le mouvement du forum ne veut pas être « représenté » par les partis politiques, à qui il demande le « soutien ». Une étape reste donc à franchir pour que nous passions du soutien au partenariat, à la construction commune d'une alternative crédible. Il y a du pain sur la planche, mais c'est du bon pain…

Didier Le Reste
militant PCF, syndicaliste, Front des luttes

Dialogue entre mouvements sociaux et politiques : comment affronter la crise

J'ai trouvé cet espace de discussion très approprié aux questions qui nous sont posées : quel rapport de forces construire en combinant le national et la dimension européenne pour changer la donne politique ? Quelles convergences et de quelle nature entre dynamique politique et sociale ? Quelle place et quel rôle des politique dans la démarche de l'Altersummit ? J'y ai partagé bon nombre d'interventions portant sur : l'indépendance des syndicats – qui ne doit cependant pas les conduire à la neutralité, à l'isolement – la nécessité d'élaborer ensemble un socle de propositions communes, le respect, la nécessité de construire une configuration qui ne répète pas le passé. Dans mon intervention, j'ai rappelé qu'aussi nécessaires soient les luttes sociales, rien ne bougera fondamentalement sans une traduction politique. C'est une question sensible mais déterminante pour la suite, notamment pour les élections européennes. Profitant de la présence appréciable du secrétaire général de la CES (Confédération européenne des syndicats), j'ai rappelé les difficultés que nous avons connues ces dernières années avec la CES, notamment lors de la bataille contre le Traité constitutionnel européen en 2005. Lorsque l'on parle du mouvement syndical dans l'espace européen, il faut être très lucide sur sa réalité : ses forces organisées, sa capacité de mobilisation, ses positionnements divers et variés notamment vis à vis des politiques de libéralisation… En conclusion de cette intervention, j'ai voulu citer l'expérience du Front des luttes et rappeler que nous avons tous une responsabilité partagée dans la repolitisation du mouvement social, syndical, associatif.

ESPAGNE

un 14 novembre de mobilisations à Rivas Vaciamadrid

« *A-anti, anticapitalista* » ! Leur enthousiasme fait plaisir à voir. Ils sont en tête de la manifestation qui réunit plus de 2000 personnes dans les rues de Rivas Vaciamadrid en ce début d'après-midi de grève générale de ce 14 novembre. Ils sont adhérents de la Jeunesse communiste et ouvrent la manifestation. Notre délégation* les a rencontrés au petit matin, vers 4 heures, alors qu'avec leur piquet de grève, nous bloquions le dépôt des bus de la ville. Il fait froid, nous sommes une cinquantaine, des jeunes, beaucoup de jeunes, 15 ou 16 ans, déterminés face à une vingtaine de gardes civils prêts à en découdre. Les premiers bus du service minimum tentent de sortir ; les jeunes sont assis devant la grille ; ils entonnent : « *Huelga, huelga, huelga general* ». La garde civile charge, matraques en l'air ; une camarade est violemment matraquée, les cris fusent « *policia, fascistas, democracia* » ; les bus sortent sous les huées ; une jeune communiste tape sur le rétroviseur du bus, elle est interpellée par la garde civile pour un contrôle d'identité. La même scène se reproduira durant plus d'une heure, à chaque nouvelle sortie de bus ! José, Ismael, responsables locaux du Parti communiste d'Espagne et d'Izquierda Unida dirigent les opérations. Direction le rond-point où passe tout le trafic automobile en direction de Madrid ; les camarades bloquent le rond-point, la file des véhicules bloqués est impressionnante. L'action durera plus d'une heure. Entre temps, nous apprenons sur nos i-phones que la ligne de métro qui relie Rivas à Madrid a été… « *sabotée* » tôt ce matin ; plus de trafic ! Retour au local d'Izquierda Unida pour organiser la suite des opérations, ce local au cœur des habitations, où la veille, après avoir débattu du futur Congrès d'Izquierda Unida, une trentaine de camarades, beaucoup de jeunes, de femmes, de syndicalistes ont décidé l'envoi de piquets de grève dans les commerces et entreprises qui seraient ouverts. Juste le temps de visionner sur le net les événements du matin à Madrid, les charges policières au siège des Commissions ouvrières et en fin de matinée c'est parti ! Le piquet de grève, escorté par la garde civile, se rend dans les commerces et entreprises ouverts. Au centre commercial du polygone, un seul café est ouvert. Les cris fusent « *Huelga, huelga, huelga general* ! » et après une quinzaine de minutes, le rideau tombe sous les vivas des camarades ; ce sera ensuite le tour de Citroën, de Hyundai, d'un supermarché… Nous assistons à la dérive autoritaire de l'État espagnol et des forces de police. Une dizaine de camarades sont interpellés à chaque action, leur identité relevée ; une jeune communiste est interpellée… pour avoir jeté une pelure d'orange sur un véhicule ; de même pour un camarade de la délégation qui prend des photos : « *Interdit de photographier* » ! Nous rappelons qu'aucune loi ne peut interdire cette liberté élémentaire ; l'arrestation est évitée de justesse, nous continuerons à prendre des photos pour témoigner de la criminalisation de l'action syndicale. En fin de matinée c'est la manifestation. La plus importante mobilisation jamais organisée à Rivas, puis en milieu d'après-midi départ pour Madrid. Nous sommes un million !

* Délégation française : Jean-François Téaldi, membre du Conseil national PCF, membre de la coordination du *Front des luttes du Front de gauche* ; Jean-Albert Guidou, *CGT Île-de-France* ; Guy Tressalet, secrétaire général *FSU 93*, membre de la coordination du *Front des luttes du Front de gauche* ; André Fadda, secrétaire de la *Fédération CGT des intérimaires* ; Jacques Lesne, *CGT Bobigny* ; Loic Guidou, journaliste à *l'Humanité Dimanche*.

DÉLÉGATION DU PCF À CUBA

bref compte-rendu d'une très riche expérience

Le séjour de la délégation du PCF * qui s'est rendue à Cuba entre le 22 et le 26 octobre derniers a été un moment exceptionnel de fraternité et de travail. D'un commun accord avec les camarades du Parti communiste de Cuba, nous avons voulu nous donner le temps nécessaire pour avoir des discussions approfondies sur les transformations en cours à Cuba et sur la situation dans les différents continents. Nous avons aussi voulu voir sur place la manière dont les politiques adoptées sont mises en œuvre, les progrès réalisés, les contradictions et obstacles rencontrés et les potentialités existantes. Nos amis du PCC ont tout fait pour nous permettre de réaliser une telle visite.

Nous avons pu rencontrer Roberto Balaguer, chef du Département international et membre du secrétariat du PCC, ainsi que les chefs adjoints de ce département chargés des différentes parties du monde. Au ministère des Relations extérieures, nous avons rencontré Elio Rodriguez, responsable pour l'Europe et Tubal Paez Hernandez, vice-président de la Commission de Relations internationales de l'Assemblée nationale. Le responsable des Relations internationales de la Centrale des travailleurs de Cuba, Raimundo Navarro, et la responsable de Relations internationales de l'Union des jeunes communistes, Leyra Sanchez Valdivia, ainsi que Elio Gamez, vice-président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples. Nous avons aussi pu rencontrer deux importants intellectuels cubains : le sous-directeur de la revue de la *Casa de las Américas*, Aurelio Alonso, et Rafael Hernandez qui dirige la revue *Temas*. Un moment fort de notre séjour a été l'après-midi passé au Centre de recherches en politique internationale où nous avons partagé nos analyses et questions avec les responsables et chercheurs spécialisés dans les différentes régions du monde. Nous avons eu aussi le privilège de visiter le Centre de génie génétique et de biotechnologies qui est l'un des secteurs d'avenir de l'économie cubaine.

Les séances de travail ont démarré avec un très intéressant exposé de Oscar Martinez, chargé de l'Europe, sur les politiques mises en œuvre à Cuba, ses enjeux et défis. Jacques Fath, membre du Comité exécutif et responsable des Relations internationales du PCF, a introduit la partie concernant la situation actuelle en Europe et en France, la stratégie du PCF et l'émergence du Front de gauche.

Sur la situation à Cuba, nous avons pu nous rendre compte que l' « actualisation » du socialisme cubain – c'est le terme que nos camarades utilisent – porte sur des questions qui ne se limitent pas à l'économie et auront une portée très politique. Les décisions prises en avril 2011 par le VI° Congrès du PCC, celles prises par sa Conférence nationale en janvier 2012 que l'Assemblée nationale a fait les siennes, ont pour objectif de redonner sa vigueur au socialisme cubain, laissant derrière le temps d'un État omniprésent dans l'économie en diversifiant l'économie, laissant plus de place à des formes de propriété diversifiées. L'État devra concentrer son action sur le développement des secteurs stratégiques de l'économie et ceux qui garantissent le développement humain, la santé, l'éducation, la culture et le sport.

Malgré les difficultés liées à la crise mondiale actuelle, aux problèmes découlant du blocus et aux déficiences internes, Cuba a vu sa situation s'améliorer avec une croissance à la hausse, avec des secteurs clefs qui bougent comme celui de la construction. Le pays exporte plus et importe moins et le tourisme est à la hausse. Mais ces progrès ne suffisent pas à couvrir les nécessités du pays.

Il faut se rappeler la situation de laquelle Cuba est parti. L'écroulement du socialisme est-européen a signifié la perte des partenaires importants à qui étaient destinées 80 % des exportations. Cuba a du chercher des partenaires nouveaux dans un contexte marqué déjà à l'époque par des crises économiques et financières dans le monde.

Des facteurs internes ont aussi eu une influence sur le cours des choses, avec une baisse de l'efficacité dans la gestion qui a connu ses pires moments pendant la « période spéciale ». Pendant 15 ans, la base et les infrastructures productives ont connu une forte dé-capitalisation par manque d'investissements.

Malgré les difficultés, Cuba a pu garder des systèmes éducatifs et de la santé exemplaires, mais des problèmes nouveaux sont peu à peu apparus, tels que le vieillissement de la population, résultat de la décroissance démographique et conséquence, heureuse, d'un système de santé de qualité. L'espérance de vie est celle d'un pays industrialisé : 18 % de la population active a plus de 60 ans et en 2030 elle représentera entre 26 % et 30 %, ce qui a amené le gouvernement à porter l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes. À ce problème vient s'ajouter la baisse de la natalité liée au manque de logements, à la stagnation économique et à l'émigration.

* Jacques Fath, membre du Comité exécutif et responsable des *Relations internationales* du PCF et Obey Ament, chargé des relations avec l'Amérique latine, participaient à cette délégation.

délégation du PCF à Cuba

Toute l'action du gouvernement vise à affronter de tels problèmes. La bataille stratégique du moment est celle de la gestion du pays. Le congrès du PCC est, de ce point de vue, d'une grand importance pour ce qu'il signifiera dans l'avenir du socialisme cubain. C'est-à-dire que l'actualisation du modèle signifiera un renouveau du modèle lui-même à partir des réalités propres à cette époque. Il faut souligner la manière avec laquelle ces décisions ont été prises : c'est à partir d'un vaste débat dans tout le pays, avec la participation de millions de Cubains que ces changements ont été pensés. Ce débat n'a pas tant porté sur un constat d'une situation que chacun vit, mais sur les alternatives et les solutions à chaque problème. Les propositions avancées ne cherchent pas à gérer la crise mais traitent du système lui même et des solutions à long terme.

Il y a d'abord les questions d'ordre vital, notamment celle de l'alimentation. Cuba doit être capable de produire ce qu'elle consomme et de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur : 80 % de la consommation nationale dépend des importations qui privent le pays de moyens devant être destinés à l'amélioration du niveau de vie et à la préservation des conquêtes de la révolution. À côté des entreprises d'État, de nouvelles formes de propriété seront favorisées à la campagne et dans les services en donnant la priorité à des formes non étatiques telles que les coopératives ou le travail « à compte propre ». Dans l'agriculture, les producteurs privés représentent déjà entre 16 % et 18 % des travailleurs… Pour éviter la concentration de la propriété, des critères bien définis ont été adoptés ainsi qu'une nouvelle loi fiscale qui entrera en vigueur en janvier 2013.

Le principe de « à chacun selon ses capacités et selon son travail » restera la référence. Le travail sera rémunéré selon sa qualité et selon la quantité apportée. Un autre principe du socialisme restera un principe de base : la planification, mais les tendances du marché seront prises en compte.

Les changements concernent aussi la vie institutionnelle du pays et ils sont de taille : les fonctions de l'État, du parti et des entreprises seront bien délimitées. Jusqu'ici, les dirigeants des provinces étaient aussi les responsables de l'activité des entreprises par-dessus les directeurs. L'État n'interviendra plus dans la gestion et plus d'autonomie sera attribuée aux entreprises. Nous avons pu voir de près la mise en place de ces mesures lors de notre visite de Mayebeque, l'une des deux nouvelles provinces crées, et où sont expérimentés les changements avant d'être généralisés à tout le pays.

La Conférence nationale a fait des propositions concernant la nécessité pour le PCC de prendre en compte les réalités nouvelles et de changer pour mieux jouer son rôle : il devra changer de style de travail et introduire plus de souplesse dans son organisation en prenant en compte les évolutions dans la société cubaine, que ce soit du point de vue des classes ou des différents groupes sociaux après plus d'un demi-siècle de révolution. Un fait significatif est que 70 % des Cubains sont nés après la révolution, ce qui demande un changement de mentalité dans le PCC : laisser derrière les dogmatismes, formalismes, routines et schématismes. Il faut prendre en compte le niveau culturel élevé de la population et la réalité des vécus différents. Les jeunes d'aujourd'hui sont nés pendant la très difficile « période spéciale » et ont vu comment leurs parents ont été touchés directement par ces années de privations et d'austérité. Ces faits ont façonné la réalité et les subjectivités. Le PCC a le mérite de voir tout ceci et d'avoir la volonté de changer pour être plus démocratique et plus en phase avec la société. L'unanimité n'est pas un objectif mais la recherche de la discussion, stimuler le débat et la critique afin de résoudre les insuffisances. Le travail avec la jeunesse, favoriser sa participation à la prise des décisions sont une priorité puisqu'ils sont l'avenir de la révolution.

Tous ces sujets et bien d'autres ont été évoqués durant nos échanges, ainsi que la place prioritaire de l'Amérique latine dans les relations du PCC, le travail de solidarité, les relations entre la France et Cuba…

C'était un moment privilégié d'échanges d'une grande qualité, sans formalisme et toujours avec le souci de renforcer une relation entre nos deux partis, déjà ancienne, mais qui a pris un nouvel élan, va certainement aussi « changer de style de travail » et aura des suites très prochainement.

Obey Ament

responsable *Amérique latine*
des *Relations internationales*

MONDE ARABE

Palestine

Rassemblement unitaire de solidarité à l'Opéra avec le peuple palestinien, contre l'agression israélienne à Gaza Gaza le 17 novembre. Intervention de J. Fath pour le PCF. Des rassemblements et initiatives semblables dans plusieurs dizaines de villes en France.

Une **délégation du *Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens*** est reçue le 22 novembre au ministère des Affaires étrangères par Denis Piéton, directeur de cabinet du ministre. Participation de J. Fath. La réunion porte sur la question du vote de la France à l'Assemblée générale de l'ONU pour l'admission de la Palestine comme État observateur aux Nations unies.

Manifestation contre l'impunité d'Israël, pour des sanctions et le soutien au peuple palestinien, le 24 novembre à Paris. Emmanuelle Becker pour le PCF.

Soirée de soutien pour l'admission de la Palestine à l'ONU le 28 novembre, à la Bourse du Travail de Saint-Denis. Initialement lancée par le PCF, cette soirée a été soutenue par un grand nombre d'organisations : Association France-Palestine Solidarité (AFPS), Collectif Paix Palestine Israël-Saint-Denis (CPPI), Confédération générale du Travail (CGT), Droit et Solidarité, Europe Écologie/Les Verts (EELV), Faty Koumba, Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE), Fédération syndicale unitaire (FSU), Gauche anticapitaliste (GA), Gauche unitaire (GU), Le Mouvement de la Paix, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement Jeunes communistes (MJCF), Observacteurs en Palestine, Parti communiste crançais (PCF), Parti de gauche (PG), Une autre voix juive (UAVJ), Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE). Nombreuses interventions des participants.

Syrie

Débat public à Tulle animé par J. Fath le 8 novembre.

Samir Aïta, dirigeant du Forum démocratique, est reçu le 13 novembre au siège du PCF par Jacques Fath et Patrick Margaté.

Soirée de solidarité avec le peuple syrien le 27 novembre à Malakoff, à l'initiative de Catherine Margaté, maire, et avec la participation de Souria Houria, Shady Abu Fakir, Nawal Shahin et Jack Ralite.

Sahara occidental

Une **délégation européenne, conduite par Maïté Mola, vice-présidente du PGE et responsable internationale du Parti communiste d'Espagne, s'est rendue dans les camps de réfugiés sahraouis à Tinfouf**, du 27 octobre au 2 novembre. Participation de Meriem Derkaoui pour le PCF.

Une **délégation du Sahara occidental** est reçue le jeudi 22 novembre au siège du PCF par Jacques Fath, Meriem Derkaoui et Patrick Margaté. La délégation du Sahara occidental occupé et des camps de réfugiés est composée de : **Mustapha Abdeddaim, enseignant de philosophie, incarcéré à plusieurs reprises, écrivain, membre de l'Association des Écrivains et Journalistes sahraouis ; Lalla Nhabouba Lakhlifi, sœur de deux des 15 disparus de Boujdour le 25 décembre 2005, porte-parole du Comité des Mères des 15 disparus ; Fatima Dambar, militante pour les disparus dont toute la famille subit un harcèlement quotidien et des punitions collectives; Sidati Zeinedin Bachir, membre de UJSARIO (Mouvement de la Jeunesse sahraouie), enseignant de Français. Fatimatou Mustapha Saleh, fille d'un disparu dans les bagnes secrets de Hassan II, membre de l'Association des familles de prisonniers et disparus sahraouis (AFAPREDESA).**

Irak

Raïd Fahmi, membre du Comité central du PCI, ancien ministre, est reçu par Jacques Fath le 31 octobre.

Monde arabe

Intervention de Jacques Fath sur les **évolutions dans le monde arabe et la Syrie, le 16 novembre, dans le cadre de l'Université d'automne du PCF (31).**

Participation de Patrick Margaté à la **Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers,** à Beyrouth, du 22 au 25 novembre.

ASIE

Vietnam

Séminaire franco-vietnamien les jeudi 1er et vendredi 2 novembre, sur ***La crise financière-économique mondiale à l'heure actuelle et les problématiques pour les pays*** : organisé par le PCV avec le Conseil central de théorie et le PCF, la Fondation Gabriel Péri. Cet important séminaire de réflexion sur la crise et les issues fera l'objet d'une publication.

EUROPE

Participation d'une délégation PCF, PGE, Transform ! au **Forum *Florence + 10*** du 8 au 11 novembre.

Le 14 novembre, pour la **Journée européenne d'action contre l'austérité**, manifestation à Paris, avec Pierre Laurent.

Participation de Pierre Laurent, Anne Sabourin, Christine Mendelsohn au **bureau exécutif du PGE** à Copenhague les 17 et 18 novembre.

KURDISTAN DE TURQUIE

Avec la 10ème diffusion du film *EZ Kurdim* le 1er décembre à Villeurbanne, nous avons atteints 1200 spectateurs et participants aux débats. Un public varié, beaucoup de jeunes, de nouveaux militants… se rencontrent et parlent politique. La tournée française continue !

Pour toute information/diffusion du film :
contact sylvie.jan@free.fr
animatrice nationale du réseau PCF/Kurdistan

AMERIQUE LATINE

Du 22 au 27 octobre, une **Du 22 au 27 octobre, une délégation du PCF s'est rendu à Cuba.** Elle était composé de Jacques Fath, membre du CEN et responsable des *Relations internationales* et d'Obey Ament, chargé des relations avec l'Amérique latine.

Le 31 octobre, Obey Ament, rencontre avec **Marylen Serna, porte parole du Congrès des Peuples de Colombie.**

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a reçu au siège du PCF **l'Ambassadeur du Nicaragua, Madame Ruth Tapia Roa**, le 7 novembre.

Les 10 et 11 novembre Ambroise Mazal représentait le PCF à la **Convention nationale du Front Farabundo Marti de libération nationale**, à San Salvador.

Pierre Laurent a rencontré le 13 novembre, au siège du PCF, **l'Ambassadeur de la République plurinationale de la Bolivie, M. Jean Paul Guevara.**

Du 16 au 18 novembre, Obey Ament a participé à Cadix, Espagne, au **Sommet alternatif *La Hora de los Pueblos*** en parallèle du XXIIe Sommet ibéro-americain.

Le 19 novembre, Obey Ament a rencontré l'**avocat colombien Alirio Uribe et Freddy Rodriguez, dirigeant des communautés paysannes déplacées de Hacienda Bellacruz.**

Obey Ament a reçu **Harold Olave, directeur du département d'éducation de la Corporation pour le développement et la recherche sociale CORPEIS**, le 27 novembre.

AFRIQUE

Réunion du **Collectif Front de gauche/Afrique** au siège du PCF, le 15 novembre.

Le Parti communiste français publie régulièrement des communiqués liés à l'actualité internationale. Les communiqués sont à retrouver intégralement sur le site du PCF: www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*, un article sur la situation internationale, publié dans le supplément *Communistes*

Ce que devrait être et ce que pourrait être une politique internationale de gauche française…

AUDITION DE BERTRAND BADIE

professeur des Universités
à l'Institut d'Études politiques de Paris
auteur de nombreux ouvrages éminents
sur les relations internationales

dernier ouvrage paru :
La Cassure. L'état du monde 2013.
en co-direction avec Dominique Vidal

jeudi 13 décembre à 18h30

espace Niemeyer - siège du PCF
2 place du Colonel-Fabien

une audition co-organisée par
le *Lieu d'études sur*
le mouvement des idées et des connaissances (LEM)
et les Relations internationales du PCF

Iran : Cri d'un peuple indigné

Film documentaire de 90 min

Auteur - Réalisateur : Jamshid Golmakani

HORIZON COMMUNICATION - www.horizondoc.jimdo.com - horizondoc@hotmail.fr

le Mythe et l'AntiMitt

L'histoire d'une défaite : celle du camp WASP (White, Anglo Saxon, Protestant) ; celle du Clan de ceux qui comptent en milliards de dollars ; celle du Gang pour qui « les rideaux d'une seule pièce vont de 20000 à 25000 $ »[1].

Tous les médias français prédisaient que Mitt Romney l'emporterait ; nombre d'entre eux souhaitaient ce résultat. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit. Un retour (non exhaustif) sur cette séquence nord-américaine s'impose.

Après l'élection, tous les observateurs concordent : les 47% d'américains qui sont des « assistés » et « n'intéressent pas le candidat Romney » se sont souvenus de cette phrase au moment d'entrer dans l'isoloir.[2] C'est la toile de fond de cette défaite. Mais la toile de fond est parcourue par des courants tout aussi importants. La représentante d'une association féministe s'écrie au lendemain de l'élection : « Ce que Romney représentait, c'était l'attaque contre des droits fondamentaux acquis par les femmes dans une longue histoire, c'était la chasse à l'immigré, le racisme anti Noir, anti Latino, et la violence contre la classe ouvrière ». Aux États-Unis d'Amérique, la pointe avancée du combat féministe a fait sa jonction avec la question de classe.

Résumons : pour plus de la moitié du corps électoral nord-américain, Romney c'était « Apocalypse now ! ». Personne de sensé ne peut voter pour ce programme en dehors du camp, du clan, du gang. D'où des questions.

Car cet ensemble, amalgame des nouveaux aristocrates du fric, des forces du capital et de ce que la société nord-américaine sécrète de plus réactionnaire, cela ne fait pas le compte, cela n'avoisine pas 50%.

L'une des clés est évidemment le mandat de Barack Obama. L'autre est son invraisemblable campagne qui connut un tournant lors du premier débat qui l'opposait à Romney. Barack Obama était devenu évanescent. Personne de sérieux ne peut croire qu'il avait été victime d'une « grosse fatigue ». C'était, il faut s'en convaincre, une attitude délibérée. Avant ce « débat », la messe était dite et Romney écrasé, quoi qu'il dise et fasse. Mais ce n'était pas ce que cherchait Barack Obama. Cette attitude, encore confirmée par ses appels à une administration fondée sur une approche « bipartisane », est en continuité totale avec la ligne de son premier mandat. Et cette ligne, à n'en pas douter est aussi celle de sa formation politique, le Parti démocrate. Lors de la première campagne, ce parti devait absolument trouver de nouveaux ressorts ; il le fit de façon spectaculaire en soulevant à nouveau et dans des conditions complètement nouvelles des espoirs populaires immenses. Un nouveau « New Deal » frappait à la porte. Mais à supposer que Barack Obama ait eu l'envergure de F. D. Roosevelt, ce n'était pas l'état d'esprit de son entourage et le Parti démocrate non plus n'entendait pas « que les choses aillent trop loin ». Au demeurant, pas de « raisins de la colère », aucune alternative populaire attractive à l'horizon, le capitalisme *made in USA* seul maître à bord dans le monde, affaibli mais incontesté dans son leadership. Pourquoi changer ?

On connaît la remarque sans appel que publia en son temps le *Huffington Post* dans « Qui a tué l'espoir ? » (04/09/2012) : « *Mais si Obama a été forcé de jouer le jeu du système par nécessité, les critiques progressistes du Président remarquent qu'il n'a jamais vraiment essayé de voir si jouer en dehors de ce système pouvait marcher.* »

On peut être encore plus précis : « *Au contraire de Lyndon Johnson,* […] *pendant que la Maison Blanche s'embourbait dans des négociations, les Républicains s'emparèrent de la méthode démocrate en s'adressant directement au peuple américain. "Nous avons utilisé leur façon de faire et ce qui m'a surpris, c'est qu'ils arrêtent, eux, de l'utiliser"* », déclara Steele au *Huffington Post*.

Autrement dit, transformer les forces immenses populaires, les citoyennes et citoyens engagés dans la campagne en actrices et acteurs du mandat lui-même, il n'en était pas question. Des réformes virent le jour cependant, notamment une timide avancée sur le système de santé ; mais il était visiblement indispensable politiquement que l'immense majorité du peuple américain entende à la fin du mandat que rien de fondamental ne serait changé. C'était à prendre ou à laisser ; et malgré tout, malgré l'immense déception qui envahit progressivement tous les domaines, on prit. On a dit pourquoi.

Barack Obama conserva comme garde rapprochée au plan économique toute la bande des T. Geithner, des L. Summers, des B. Bernanke. A Greenspan laisse la place à ce dernier en 2006 à la tête de la Banque centrale (FED) après avoir proclamé à la veille des subprimes « les fondamentaux du système sont sains ».

1. *La fortune outrancière de Greenwich* dans *Vanity Fair* 07/2006
2. « Mon travail n'est pas de m'inquiéter pour ces gens. Je ne parviendrai jamais à les convaincre qu'ils devraient prendre leurs propres responsabilités et s'occuper de leurs vies ».

le Mythe et l'AntiMitt

B. Bernanke voit des « bourgeons » fleurir sur les marchés en mars 2009.

Des économistes talentueux et de renom international tels que J. Stiglitz (qui a fait partie de l'administration Clinton) et P. Krugman , tous deux keynésiens de gauche, sont écartés poliment.

Que fallait-il donc réformer ? Avait-on besoin de réformer ?

« *En 2006, les 25 gestionnaires des « hedge funds » (Fonds de placement associés aux dérivés de crédit) les mieux payés ont gagné 14 milliards de dollars, soit l'équivalent cumulé de trois fois l'ensemble des salaires des 80000 enseignants de New York* ».

En 2007, la valeur nominale détenue en dérivés de crédit (les crédits pourris) par 17 sociétés bancaires nord-américaines était de 68000 milliards de dollars.

On peut aligner les chiffres ; ça n'a aucun sens. Les questions précédentes n'ont pas de sens. Pas de sens, si on cherche à garder la même logique. Et ni Barack Obama ni le Parti démocrate n'ont la moindre volonté d'en changer.

Mais outre la dimension historique, le capitalisme nord-américain, lui, a changé depuis Roosevelt. Entre 1979 et 2007, les Américains situés dans la fourchette des revenus des 80% à 99% supérieurs ont vu leur revenu augmenter de 65%. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat même si ça grince du côté des 20 % inférieurs gratifiés eux de 18% ; mais les 1% supérieurs, eux, ont vu leur revenu augmenter de 277,5% . Le prix de la « compétence » sans doute, ou de la « compétitivité », ou du « mérite »… La part du revenu après impôt ayant atterri dans les mains des 1% supérieurs est passée de 7,7% à 17,1% dans la même période. Il n'y aucun doute, la « dérégulation », on s'en sert et « on » se sert. La superélite, et la mégasuperélite des 0,1% et 0,01% supérieurs a vu ses revenus croître de 660%.[3]

Mais si l'on ne voit pas par où commencer, il est sûr qu'il n'y a rien à attendre pour le système de santé : des progrès ont finalement été obtenus mais le lobby du médicament négocia directement avec l'Administration sur la base du donnant-donnant – surtout ce qu'on appelle l'« option publique » ne fut pas incluse dans la réforme. Elle aurait économisé des dizaines de millions de dollars. Et au final le ticket modérateur resta hors du champ.

Il n'y a rien à attendre non plus sur le plan de la politique extérieure. Le discours du Caire devait marquer une nouvelle ère. le Proche-Orient est-il si important? Frère, regarde ta queue qui pend ![4]

On ne pourra ici parler, mais peut-être y reviendra-t-on, du « Tea Party », composante aujourd'hui du Parti républicain et qui n'est pas simplement un parti « populiste ». C'est un changement considérable.

Avec cette trop brève incursion, concluons par une provocation :

« Au lieu de protéger les *businessmen*, il met son nez dans les affaires !… Comme si nous, banquiers, ne savions pas conduire nos propres établissements !… L'État ne doit pas se mêler de nos affaires ; baissez les impôts ! Notre dette nationale est choquante ! Ce qu'il faut à ce pays c'est un homme d'affaires à la Maison Blanche ! »[5]

Olivier Gebuhrer

3. *Sortez nous de la crise maintenant* par P. Krugman (Ed. Flammarion, pp. 96 et suivantes)
4. Rudyard Kipling *Le livre de la Jungle*
5. Gatewood le banquier dans *La chevauchée fantastique*, film de J. Ford 1939. Cité dans *Sortez nous de cette crise maintenant, op. cit.*

FERMER GUANTÁNAMO

Barak Obama sera-t-il enfin cet homme ?

Élu en 2008, Barak Obama, le nouveau président des États-Unis, prend ses fonctions le 20 janvier 2009. Le lendemain, avec le décret ordonnant la fermeture du camp de détention de Guantánamo dans l'année, et celle de toutes les prisons secrètes de la CIA, il prend sa première mesure en qualité de président. Quatre ans plus tard, Obama est élu pour un deuxième mandat et le camp de Guantánamo n'est toujours pas fermé.

Selon les autorités états-uniennes, depuis l'ouverture du camp par George W. Bush le 11 janvier 2002, 779 personnes y ont été détenues. Plus de 600 d'entre elles ont été transférées vers d'autres pays, neuf sont décédées à la base (sept se seraient suicidées) et sept détenus ont été déclarés coupables par des commissions militaires, dont cinq ont plaidé coupables dans le cadre d'un accord négocié avec les autorités ; quatre d'entre eux ont été rapatriés, dont Omar Khadr, un jeune canadien arrêté lorsqu'il avait 15 ans. Guantánamo a longtemps été considéré comme la partie visible de l'iceberg du système mis en place par George W. Bush, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Un système fait de sites noirs où des dizaines de milliers de personnes ont été détenues dans la plupart des cas sans inculpation ni jugement, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, dans l'Océan indien. Quant à l'Union européenne, elle a fermé les yeux sur des centaines de vols secrets de la CIA dans son espace aérien ; des vols transportant des prisonniers en dehors de toute procédure d'extradition et certains services secrets, voire des services de police, ont collaboré avec cette même CIA pour enlever et détenir illégalement des ressortissants européens. Un système tentaculaire où les détenus ont été privés du statut de prisonnier de guerre, de la protection de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève garantissant l'équité des procès et prohibant la torture, les traitements cruels et dégradants. L'administration Bush a donné carte blanche aux responsables des interrogatoires pour infliger une « souffrance considérable », utiliser le « waterboarding », les privations sensorielles, l'isolement, les positions pénibles et l'utilisation de chiens pour « induire un état de stress » ainsi que le port de la cagoule. Certains actes déclassés de torture en traitements cruels, inhumains ou dégradants ne pouvaient donner lieu à des poursuites au titre des lois américaines prohibant la torture pratiquée par des agents en dehors des États-Unis. Détourner les mots pour détourner le droit. Les juristes de l'administration ont été très créatifs pour garantir l'impunité pénale de ses soldats.

À Guantánamo, la bataille juridique s'est livrée sur un autre front : la légalité des détentions et le recours à l'habeas corpus. Après de nombreux épisodes où, ici encore, l'administration Bush a pesé de tout son poids pour faire obstacle à la justice, ce n'est qu'en 2008 que la Cour suprême des États-Unis a statué sur le fait que les détenus avaient le droit de contester la légalité de leur détention devant un tribunal fédéral américain. Entre juin 2008 et fin novembre 2011, la Cour fédérale de district a rendu 47 décisions de justice sur des requêtes en habeas corpus. Dans 22 affaires concernant 38 personnes, le juge a déclaré la détention illégale. Dans 25 affaires, la Cour a déclaré la détention légale dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ».

Aujourd'hui (données d'octobre 2012), plus de 150 personnes sont toujours détenues à Guantánamo. Certaines seront jugées devant des commissions militaires, une cinquantaine « ne pouvant ni être jugée, ni libérée » restera indéfiniment à Guantánamo. Les autres, la majorité, attend d'être libérée parfois après plus de 10 ans derrière les barbelés. Ils sont en attente d'un pays d'accueil où ils ne seront plus ni enfermés, ni torturés.

Après dix ans de guerre, de mensonges, de détournement du droit, seule une volonté politique inébranlable permettra de fermer Guantánamo. Barak Obama sera-t-il enfin cet homme juste récompensé le comité Nobel de la paix ?

Geneviève Garrigos
présidente d'Amnesty International France